

Mutinerie

Trois crises mortelles, une seule cause: le capitalisme La solution est entre les mains de la classe ouvrière mondiale

La guerre en Ukraine, la pandémie de Covid, la dévastation de l'environnement et la catastrophe climatique, toutes ces choses sont le produit du capitalisme. Ce ne sont pas des "catastrophes naturelles" mais le résultat des contradictions d'un système social (mode de production) qui s'effondre et qui a perdu depuis longtemps son utilité pour l'Humanité. Si le capitalisme n'est pas détruit, il nous détruira tous. Jamais la nécessité de dépasser le capitalisme et de passer à un système de production supérieur n'a été aussi urgente.

La guerre en Ukraine.

La guerre en Ukraine marque le début d'une nouvelle période, plus dangereuse, de la confrontation impérialiste. Le champ de bataille se déplace vers les régions capitalistes les plus riches et les États-Unis, dont la position de chef de file impérialiste est menacée par la montée de la Chine. C'est derniers utilisent leur puissance économique et militaire pour contrôler leurs alliés (l'UE) et affaiblir le potentiel de l'alliance Chine/Russie. Quelles que soient les guerres actuelles et le camp, la classe ouvrière n'a rien à gagner. Oligarques russes ou oligarques ukrainiens, quelle différence cela fait-il pour ceux d'entre nous dont la vie se limite par la nécessité de travailler pour un salaire même au cours de la crise économique mondiale ? Les discours sur les "droits des peuples", la "démocratie", la "lutte contre le nazisme", sont la couverture pour une propagande grotesques pour justifier le coût très élevé de la guerre pour des millions de personnes. Le prolétariat ukrainien et la population sous les bombes sont des victimes, il en va de même pour les conscrits, fils des prolétaires russes envoyés pour tuer et être tués au nom de "leur" terre. En termes économiques stricts également, c'est toujours la classe ouvrière qui paie et paiera le coût de la guerre. Non seulement en Ukraine, en Russie et en Europe mais encore dans de plus vastes régions du monde, les travailleurs sont déjà frappés par la spéculation sur le blé et la hausse du prix du pain.

Les enjeux impérialistes derrière le conflit ukrainien sont clairs. En étendant l'OTAN aux frontières russes et en cherchant à intégrer l'Ukraine et la Géorgie dans l'alliance, l'impérialisme américain encercler la Russie au point de pouvoir pointer ses missiles aux portes de la Russie. De plus, les États-Unis ont armé l'Ukraine et entraîné son armée au point qu'elle est en mesure de reprendre la région séparatiste du Donbas, région qui possède des ressources économiques stratégiques telles que le fer, le charbon et une industrie importante. L'armée ukrainienne remaniée serait également en mesure de menacer la Crimée, qui abrite la principale base navale russe sur la mer Noire. L'Ukraine est plus ou moins devenue de facto un membre de l'OTAN. Biden se vante que 650 millions de dollars d'armes ont été fournis à l'Ukraine avant l'invasion russe et que 1,35 milliard de dollars supplémentaires sont désormais engagés. Ces menaces ont poussé l'impérialisme russe à frapper préventivement avant que l'Ukraine ne soit intégrée à l'OTAN. En tant que dirigeant d'une ancienne "superpuissance", Poutine est obsédé par l'idée de rendre sa grandeur à la Russie. Cette situation est donc plus grave que les guerres au Moyen-Orient

ou en ex-Yougoslavie et risque de dégénérer en un conflit mondial dans lequel, comme nous le rappelle Poutine, des armes nucléaires pourraient être utilisées.

À plus long terme, la Russie et la Chine visent toutes deux à garantir leurs propres intérêts économiques en renversant l'hégémonie mondiale des États-Unis. En s'appuyant sur le rôle international du dollar, les États-Unis sont en mesure d'imposer des sanctions économiques brutales à ces deux pays. La Russie, en exigeant que ses exportations de gaz et de pétrole soient désormais payées en roubles et en liant le rouble à l'or, tente de riposter. C'est une guerre économique. De leur côté, les États-Unis sont déterminés à utiliser des moyens militaires pour défendre leur hégémonie mondiale, quel qu'en soit le coût. Un tel conflit d'intérêts conduit inévitablement à une guerre impérialiste.

Signe avant-coureurs de la guerre mondiale

D'une part, la pression de la guerre a forcé l'UE à se ranger derrière les États-Unis et à accepter de se réarmer. D'autre part, l'invasion et les sanctions économiques imposées jettent la Russie dans les bras de la Chine. Dans le même temps, la souffrance des civils, les millions de réfugiés désespérés et les atrocités commises par les Russes sont présentés comme le fruit de la dictature. Les atrocités commises par les États-Unis en Irak et ailleurs sont discrètement oubliées tout comme les atrocités du bataillon néo-nazi Azov dans le Donbas. Le message selon lequel la soi-disant démocratie occidentale vaut la peine d'être défendue contre les dictatures de la Russie et de la Chine, et vaut la peine de mourir pour elle, est clair et net. Nous assistons à la fois aux prémices de l'alignement de blocs d'États en vue d'une future guerre mondiale et à la projection de l'idéologie de mobilisation des travailleurs comme chair à canon dans cette guerre.

Cependant, la cause profonde de la guerre est la longue crise économique du capitalisme et l'incapacité persistante de la classe capitaliste à la résoudre. Il n'y a pas eu de reprise après la crise causée par l'implosion du système financier en 2008 qui était, elle-même, le résultat de la crise plus longue et plus profonde résultat de la tendance à la baisse du taux de profit. Cette dernière tendance avait alimenté la spéculation financière qui a gonflé la valeur des biens immobiliers, des actifs financiers et des matières premières, provoquant la bulle et son explosion en 2008. Celle-ci a gonflé la valeur des biens immobiliers, des actifs financiers et des matières premières, provoquant l'explosion de la bulle de 2008. Malgré la décennie d'austérité censée remettre les choses en ordre, le système était à l'aube d'une nouvelle crise lorsque la pandémie de Covid 19 a frappé. Une fois de plus, la réponse de la classe capitaliste a été d'utiliser les banques centrales pour déverser un flot de crédit monétaire dans le système financier. Une fois encore, presque rien de tout cet argent n'a été investi dans des investissements productifs. Au lieu de cela, il a été utilisé pour la spéculation, accumulant les mêmes problèmes qui ont conduit à l'effondrement de 2008. Si la pandémie a considérablement aggravé la crise économique, elle a également été utilisée pour camoufler

les problèmes sous-jacents et pour persuader la classe ouvrière qu'elle doit faire encore plus de sacrifices pour retrouver une vie normale.

À la lumière de ce qui précède, deux choses méritent d'être mises en évidence. La première. La crise économique a atteint un point où nos dirigeants sont à court d'options purement économiques pour atténuer ses effets. Au lieu de cela, ils sont prêts à recourir ouvertement à une guerre majeure au cœur de l'Europe pour défendre leurs intérêts économiques : une guerre préparée de surcroît en plein jour, sans aucune tentative de camouflage. La guerre est bien le résultat des contradictions du capitalisme, son enfant légitime. La seconde. Cette guerre est aussi une guerre contre la classe ouvrière. L'objectif à court terme est de nous faire accepter de nouveaux sacrifices. Si les réductions de salaire peuvent être justifiées comme des sacrifices nécessaires à la guerre, alors la rentabilité peut être augmentée. L'objectif à plus long terme est de nous préparer à la guerre mondiale, la solution ultime au problème de rentabilité du capitalisme, puis de nous mobiliser comme chair à canon. Jamais depuis la deuxième guerre mondiale, notre réponse aux plans de guerre du capitalisme, "Pas de guerre mais guerre de classe", n'a été aussi vitale. La lutte est classe contre classe. Nous ne devons apporter notre soutien à aucun des deux camps dans cette guerre : Ni à la Russie, ni à l'OTAN!

Nous en payons le prix

Au cours des trois dernières décennies, la classe ouvrière a reculé et a donc payé le prix de la crise en voyant son niveau de vie diminuer alors que les taux de productivité augmentaient bien qu'insuffisamment, par rapport à la composition organique du capital. Telle a été la stratégie de nos gouvernants dans le monde entier. Depuis la première phase de la crise, qui a débuté au début des années 1970 avec le découplage du dollar par rapport à l'or, la part de la valeur produite par notre travail a été considérablement réduite. Dans les pays du G20, cette part est passée, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), d'environ 65% à 55%. Aux États-Unis, par exemple, le pouvoir d'achat des salariés n'a pas bougé depuis le début des années 1970, alors que la productivité du travail a été multipliée de 3 ! environ. L'histoire est similaire dans les autres pays. La Banque Asiatique de Développement calcule que pour 115 pays, entre le milieu des années 1970 et aujourd'hui, la part du travail dans la valeur produite est passée d'environ 55% à 45%. L'OIT rapporte également que 266 millions de travailleurs dans le monde sont payés en dessous du salaire minimum dans leur pays. Cela représente 15 % de l'ensemble de la main-d'œuvre mondiale. Bien sûr, des millions de travailleurs subissent des conditions encore pires mais ils n'apparaissent pas dans ces chiffres car ils sont ignorés par les statistiques nationales. Le travail précaire, les contrats à durée indéterminée, les licenciements et les réembauches, l'inflation importante qui dépasse les augmentations de salaire et le chômage, tout cela constitue une attaque féroce contre notre niveau de vie. Les effets de la guerre en Ukraine ne feront qu'aggraver tout cela. L'inflation, causée

par l'augmentation massive des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires, va monter en flèche, ce qui sera bien pire pour les pays à faible revenu.

De la résistance à la révolution

Collectivement, la classe ouvrière a potentiel le pouvoir d'en finir avec ce système capitaliste lui-même avant qu'il ne détruise une grande partie de la vie sur terre. Toute riposte efficace doit commencer sur le lieu de travail. Bien que le capitalisme se soit réorganisé par le biais de la mondialisation et de l'exploitation d'une main-d'œuvre moins chère partout où il peut la trouver dans le monde, certains signes indiquent que la passivité de la classe ouvrière pourrait prendre fin. Nous avons vu des grèves dans les industries de services dans les principaux pays capitalistes, des grèves et des protestations de masse en Amérique du Sud et en Asie du Sud et des grèves prenant une direction communiste en Iran. On a également signalé que des travailleurs de divers pays ont refusé de manipuler du matériel de guerre destiné à la guerre en Ukraine. Ces luttes sont cependant restées isolées et généralement contrôlées par les syndicats qui ont un intérêt direct à maintenir le système des salaires. Pour être efficace, la riposte doit se généraliser et être contrôlée par les travailleurs eux-mêmes via des comités de grève et des assemblées de masse. Par-dessus tout, ce qui est vraiment nécessaire, c'est que la classe ouvrière en général prenne en charge sa propre cause politique, et lie les luttes contre les effets économiques du système au capitalisme lui-même et donc à la nécessité de le renverser. Comme le disait Marx, *"la révolution en général - le renversement du pouvoir en place et la dissolution des relations sociales existantes - est un acte politique. Sans révolution, le socialisme ne peut se développer."* (1844)

Un monde communiste

Ce que nous devons créer, c'est une forme supérieure de production où la production est destinée à la satisfaction des besoins humains et non pour le profit. Les moyens de production doivent devenir propriété commune, la production doit être organisée collectivement par les conseils ouvriers. Cela permettra d'abolir les classes et de rendre inutiles les États et l'argent. Le mot d'ordre d'un tel système sera :

"de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

Pour y réussir, nous devons construire une organisation politique internationale qui se batte pour cela et dispose d'un programme pour y parvenir. Une telle organisation servira de guide et indiquera une direction de marche aux luttes futures. Nous nous situons dans la tradition de la Gauche communiste, qui a très tôt combattu le nationalisme et l'impérialisme et défendu le marxisme révolutionnaire contre le stalinisme et la social-démocratie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, nos prédécesseurs ont appelé les travailleurs, des deux côtés, à "désertir la guerre" et à se battre pour leurs propres objectifs. Notre but aujourd'hui est de contribuer à la création d'une nouvelle Internationale ancrée dans la classe ouvrière dès aujourd'hui pour préparer les futures luttes. Nous appelons tous ceux qui peuvent se reconnaître dans cette perspective à entrer en contact et à discuter avec nous.

Tendance Communiste
Internationaliste

"Si nous pouvons leur montrer, nous sommes capables de tout" : la grève générale du Québec de 1972

Le militantisme croissant de la classe ouvrière nord-américaine exige un examen sérieux des révoltes passées contre la domination des travailleurs par le système salarial et le capital. Il y a cinquante ans, les travailleurs du Québec, placés dans une position impossible à la veille de la crise économique mondiale des années 70, ont trouvé leur force dans l'unité et l'auto-organisation. La grève générale du Québec de 1972 a dépassé les luttes ouvrières précédentes, tant par son ampleur (plus de 300 000 travailleurs y ont participé directement) que par sa nature ; les travailleurs québécois ont agi en toute indépendance de classe pour mener des actions de grève, tenir des assemblées de masse et établir leur priorité politique. Bien que la classe ouvrière québécoise ait été effectivement démobilitée par la troïka syndicale du "Front commun", la graine a été plantée pour les travailleurs d'aujourd'hui : l'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux organes capitalistes tels que les syndicats et l'État fournit la base d'une lutte efficace et généralisée contre la classe capitaliste et sa transformation en une force révolutionnaire.

Le contexte de 1972

En 1972, les travailleurs québécois font face à une détérioration de leurs conditions de travail. Le marché du travail, où le Québec connaît un taux de chômage de 20 % supérieur à la moyenne canadienne, déprime les salaires afin d'obtenir des taux de profit plus élevés. Les industries qui dépendent du travail des femmes profitent particulièrement du fait qu'en moyenne, les hommes sont payés 60 % de plus que leurs homologues féminines.

De plus, la question nationale, surtout en ce qui concerne la langue, divise la classe ouvrière en payant moins les travailleurs francophones et en les reléguant généralement à un rang inférieur de l'armée des travailleurs. Les anglophones étaient presque deux fois mieux payés que les francophones monolingues. Il s'agit là d'un des principaux fondements de la question nationale au Québec, surtout lorsqu'elle est formulée par les travailleurs eux-mêmes plutôt que par la classe capitaliste francophone, qui préférerait se faire exploiter par la main-d'œuvre québécoise plutôt que par des entreprises anglo-canadiennes ou américaines.

La route vers la grève générale

À l'approche de la grève, l'action des syndicats trahit le haut degré de militantisme de la part des travailleurs qu'ils prétendent représenter, fin de 1971 les travailleurs développent des manifestations spontanées de solidarité de classe. Après un lock-out prolongé au journal La Presse et les protestations syndicales qui ont suivi, la ville de Montréal a interdit les manifestations le 29 octobre. Malgré cela, 15 000 travailleurs sont accouru le lendemain, ce qui a donné lieu à une bataille de rue sanglante contre la police qui a fait un mort.

En réponse à la fois à la colère des travailleurs québécois et à la répression directe du mouvement ouvrier par l'État, les trois principaux syndicats du Québec, la FTQ, la CEQ et la CSN (qui représentent officiellement 215 000 travailleurs) se sont unis avant les négociations des contrats du secteur public et ont formé le Front commun. L'alliance syndicale, de plus en plus radicalisée, annonce une série de revendications, dont une augmentation de 8 % (pour contrer l'inflation), un salaire minimum de 100 \$ par semaine et l'égalité salariale sans égard à la langue, au secteur ou au sexe.

Avril 1972

L'immense popularité du Front commun et la confiance qu'il inspire aux travailleurs au début de 1972 leur permettent de lancer la première phase de la grève générale de 1972 après l'échec des négociations, qui avaient commencé le 11 avril et se sont terminées le 22 du même mois.

La grève, massive (200 000 travailleurs du secteur public), représentait une menace directe pour la continuité de l'accumulation du capital

dans la province. Des hôpitaux aux écoles en passant par le personnel d'Hydro-Québec, les travailleurs ont cessé le travail "essentiel" à la reproduction de l'économie. Une réponse des gouvernements provincial et fédéral était inévitable.

Tout comme l'État a assuré aux capitalistes l'accès aux "travailleurs essentiels" pendant la pandémie en interdisant les grèves des travailleurs portuaires de Montréal et ceux qui conditionnent la viande américains, le gouvernement québécois avait interdit la poursuite de la grève générale, s'attaquant d'abord (le 19) à plus d'une centaine de travailleurs de la santé par des arrestations et de lourdes amendes.

Deux jours plus tard, le gouvernement provincial a adopté le projet de loi 19, imposant une injonction sur la grève générale. Les dirigeants syndicaux du Front commun, Pépin, Charbonneau et Laberge, ont d'abord fait campagne pour la poursuite de la grève malgré l'injonction et ont appelé à un référendum sur le mandat. Cependant, malgré le fait qu'une majorité (60 %) ait voté en faveur de la poursuite de la lutte, la bureaucratie syndicale, se percevant comme faible, a changé de visage et a exigé le retour au travail des grévistes. La confusion et la fragmentation qui en ont résulté ont conduit à la fin effective de la première phase de la grève générale le 22.

La volte-face des dirigeants syndicaux n'est pas passée inaperçue auprès des travailleurs québécois. Par exemple, les travailleurs de Sept-Îles, une ville minière de la Côte-Nord, ont envoyé une délégation à Québec pour s'adresser aux dirigeants syndicaux, critiquant la décision de mettre fin à la grève ainsi que leur structure de prise de décision ; disant que "les gens qui font la grève doivent être ceux qui donnent le ton".

Mai 1972

À partir du 9 mai, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui donnent le ton, le Front commun étant incapable de poursuivre la lutte. Le 7, Charbonneau, président de la CEQ, estime que la grève pourrait reprendre dans six mois. De plus, la condamnation à des peines d'un an de détention à Laberge, Pépin et Charbonneau pour avoir milité initialement pour la poursuite de la grève laisse la structure syndicale sans force offensive. En bons démocrates, les trois se rendent à Québec le 9 et se livrent.

En contraste direct avec cette démonstration de vertu civique, les travailleurs de Québec ont considéré les détentions comme absolument inacceptables et comme le prélude à une répression supplémentaire. Comme l'a dit un travailleur dans la lutte qui a suivi, "Ils ne peuvent pas faire ça. Si on les laisse faire, ils peuvent nous mettre tous en prison, n'importe lequel d'entre nous".

Alors que les dirigeants du Front commun sont en route pour Québec, l'offensive ouvrière commence dans les ports de Montréal et de Québec, où 2 000 débardeurs dressent des piquets de grève en réaction à la nouvelle. Les rangs des travailleurs s'élèvent rapidement à plus de 300 000, syndiqués et non syndiqués, dans les grandes villes (comme Montréal, Québec et Sherbrooke) mais aussi dans les petites villes industrielles comme Saint-Jérôme ou Sept-Îles, partout dans la province.

Bien que les syndicats fédèrent des journaux, envoient des communiqués et ouvrent des locaux pour des discussions, les travailleurs prennent l'initiative tout au long de la grève de mai sous forme d'assemblées de masse, de création de comités de grève et de publication de revues et de journaux politiques locaux. Le mois de mai voit les travailleurs québécois se doter d'outils qui leur permettent d'agir à leur guise.

En effet, la grève elle-même a pu se généraliser uniquement grâce à l'initiative des travailleurs : c'est le bouche à oreille, des émissions de radio illégales et les actions de solidarité qui ont été à la base de leur force. La grève a pu s'étendre car la lutte a été menée par les travailleurs en tant que travailleurs, et non en tant que

membres de tel ou tel syndicat.

Dans les petites villes, les travailleurs ont fait preuve d'une grande capacité à diriger et à prendre des mesures concrètes contre le capital. À Sept-Îles, les travailleurs de diverses industries ont formé un comité de grève qui a pris le contrôle de la station de radio (diffusant des bulletins syndicaux et locaux), arrêté le trafic aérien local et établi un contrôle des prix. Sept-Îles a servi de modèle aux autres villes industrielles, et des stations de radio ont été saisies dans 21 autres communautés pour diffuser les nouvelles de la grève.

Un travailleur de Saint-Jérôme a mis en lumière l'extrême confiance et la bravoure dont ont fait preuve les travailleurs de toute la province : "De quoi nous plaignons-nous ? Je suppose que la réponse est que nous sommes fatigués d'être bousculés, et maintenant, finalement, nous nous défendons. Si nous pouvons leur montrer, nous sommes capables de tout."

L'indépendance, l'initiative et le militantisme des travailleurs acquis au cours du développement de la grève générale dans son ensemble ont conditionné leur résistance au capital en tant que classe unie. En mai, les travailleurs québécois étaient à l'avant-garde de l'auto-organisation des travailleurs nord-américains. Cependant, la fin de la phase de mai de la grève montre que même ce degré de lutte de classe était insuffisant.

La cause immédiate de la reprise de la grève, l'emprisonnement des dirigeants du Front commun et leur immense popularité auprès des travailleurs, allait également être la cause de sa fin, malgré l'indépendance de fait des travailleurs. Le 14, le Front commun lance un appel à la reprise du travail, afin de renforcer sa position dans les négociations (!). Avec le recul, il est clair que ces syndicats étaient redevables à l'État et ne pouvaient pas dépasser cela. Les travailleurs, cependant, se sont démobilisés et la grève s'est terminée pour la plupart des travailleurs le 16 mai.

Les dirigeants du Front commun sont libérés le 20 afin d'imposer la paix sociale. Ils ont conclu un accord impliquant des gains très limités. Le salaire minimum hebdomadaire de 100 \$ a été obtenu, mais, dans l'ensemble, les travailleurs ont reçu environ 5 % d'augmentation de salaire (par opposition aux 8 % qu'ils réclamaient) et l'égalité salariale des travailleurs n'a même pas été discutée. Le fait que les travailleurs ne se soient pas soulevés à nouveau à ce moment-là témoigne de l'influence que les syndicats ont conservée, même si les pratiques des travailleurs les ont supplantés.

Comprendre la grève générale de 1972

Le fait que les syndicats aient joué un rôle déterminant dans la défaite de la grève dans les deux phases, en annulant le mandat de la majorité des grévistes et en les dupant pour qu'ils mettent fin à la grève contre leurs intérêts, démontre la séparation des syndicats (même dans leurs phases les plus combattives et radicales) sur et contre la classe ouvrière.

Non seulement les syndicats ont étouffé l'initiative de la classe ouvrière

pendant les moments critiques de la grève, mais le rôle ultime du Front commun a été de servir de médiateur dans la lutte des classes et de parvenir à un compromis lorsque celle-ci était à son paroxysme. Le syndicat n'est possible que lorsqu'il y a un patron avec qui négocier, et en tant que tel, il ne peut aller au-delà du patron.

Bien que brièvement, les travailleurs ont été en mesure d'établir un terrain de classe qui leur était propre par le biais de réunions de masse et de comités de grève. Cette auto-organisation leur a apporté non seulement de l'expérience, de l'action et de la force par le nombre, mais a également ouvert de nouvelles voies tactiques.

Contrairement à la lâcheté sporadique des syndicats face aux injonctions contre la grève, les travailleurs québécois de mai ne concevaient pas leurs actions comme légales ou illégales, du moins pas dans un sens significatif. Ils ont senti l'urgence et ont exécuté selon leur volonté, par le biais de leurs organisations indépendantes, les mesures nécessaires pour construire et étendre leur mouvement et faire valoir leurs revendications.

Par exemple, en mai dernier, les travailleurs ont bloqué trois ponts et ont bombardé deux fois la station électrique du système de métro afin de faire respecter la grève. Ce caractère tactique du terrain ouvrier est d'une importance capitale, car, en 1972 comme en 2020, l'État se réserve tout droit de rétablir l'"ordre" bourgeois lorsque la classe ouvrière s'affirme.

L'indépendance et l'immédiateté de l'action et de l'organisation des travailleurs québécois contredisaient également les syndicats en matière de libération nationale. Pour ces derniers, un Québec indépendant est une condition préalable absolue au développement de la lutte de classe vers le socialisme. Dans la pratique, les travailleurs ont répudié cette position puisqu'ils se sont organisés en tant que classe indépendante de toute question nationale. La tâche qu'ils se fixent est celle de tous les travailleurs dans le capitalisme : l'affrontement contre l'impérialisme et l'oppression nationale à la racine, la prise du pouvoir par les travailleurs et la transformation fondamentale du tissu socio-économique, c'est-à-dire le communisme.

La dépendance des travailleurs québécois à l'égard du syndicat n'était pas importante - ils s'étaient prouvés à eux-mêmes qu'ils n'en avaient pas besoin. Pourtant, ils ont cédé au syndicat à la fin de l'une ou l'autre des phases de la grève générale. Si une petite minorité de travailleurs a continué à faire la grève, elle n'était ni organisée ni assez influente pour constituer une alternative viable.

Aujourd'hui, si nous voulons éviter les pièges de 1972, nous avons besoin d'une organisation qui comprenne le cours de la lutte des classes dans son ensemble et qui promeuve l'indépendance de toute la classe ouvrière. Les travailleurs doivent savoir, avant et pendant le déroulement de la crise, qu'ils sont les seuls à pouvoir se libérer. L'autodéfense spontanée de la classe ouvrière doit être unie à un organe politique de la classe ouvrière, qui unit le mouvement ouvrier au niveau international pour attaquer l'ennemi commun du capital.

Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: <https://www.facebook.com/Klasbatalocollective>

Email: klasbatalocollective@gmail.com Website: <http://www.leftcom.org/fr>